

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Paroisse de Saint-Jules | 27055 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Gina Lessard, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Paroisse de Saint-Jules pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

[Originale signée]

Signature _____ Date 7 avril 2025

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	26
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	27
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	28
Situation financière par organismes	29
Charges par objets	30
Excédent (déficit) accumulé	31
Avantages sociaux futurs	35

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	41
Analyse des charges consolidées	53

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Municipalité de Saint-Jules

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Municipalité de Saint-Jules (ci-après « l'entité »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2024, et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » de notre rapport, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée de la Municipalité de Saint-Jules au 31 décembre 2024, ainsi que des résultats consolidés de ses activités, de la variation consolidée de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés de l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

L'entité doit déterminer si un passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations doit être comptabilisé. Aux 31 décembre 2024 et 2023, l'entité, excluant la participation dans le partenariat de la Régie intermunicipale du parc industriel de Beauce-Amiante, n'a pas évalué ni comptabilisé de passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, n'a pas fourni les informations requises sur les obligations et n'a pas déterminé les ajustements à apporter aux autres postes des états financiers consolidés, ce qui constitue une dérogation aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les incidences de cette dérogation sur les états financiers consolidés pour les exercices terminés les 31 décembre 2024 et 2023 n'ont pu être déterminées. Nous avons exprimé, pour les mêmes raisons, une opinion avec réserve sur les états financiers consolidés de l'exercice précédent.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

Observation - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que l'entité inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, présentées aux pages S13, S14 et S23, et portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous planifions et réalisons l'audit du groupe afin d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités ou des unités du groupe pour servir de fondement à la formation d'une opinion sur les états financiers consolidés du groupe. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la revue des travaux d'audit effectués pour les besoins de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

[Original signé par]

Blanchette Vachon, s.e.n.c.r.l.
Comptable professionnel agréé auditeur, permis de comptabilité publique no A119499
Sainte-Marie, le 7 avril 2025

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations	
		2024	2023
Revenus			
Taxes	1	880 797	828 579
Compensations tenant lieu de taxes	2	914	875
Quotes-parts	3		
Transferts	4	286 710	210 099
Services rendus	5	85 619	87 056
Imposition de droits	6	11 930	2 862
Amendes et pénalités	7	1 086	2 668
Revenus de placements de portefeuille	8		
Autres revenus d'intérêts	9	5 752	6 036
Autres revenus	10	112 496	20 543
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		
Effet net des opérations de restructuration	12		
	13	1 385 304	1 158 718
Charges			
Administration générale	14	438 789	357 599
Sécurité publique	15	120 675	107 770
Transport	16	513 043	532 180
Hygiène du milieu	17	192 641	184 319
Santé et bien-être	18		2 482
Aménagement, urbanisme et développement	19	47 849	20 496
Loisirs et culture	20	10 391	32 627
Réseau d'électricité	21		
Frais de financement	22	40 427	49 377
Effet net des opérations de restructuration	23		
	24	1 363 815	1 286 850
Excédent (déficit) lié aux activités	25	21 489	(128 132)
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26	7 334 402	7 462 534
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27		
Solde redressé	28	7 334 402	7 462 534
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29	7 355 891	7 334 402

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	353 350	172 829
Débiteurs (note 5)	2	977 193	1 041 960
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	1 330 543	1 214 789
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	51 997	9 741
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	190 432	76 033
Revenus reportés (note 11)	12	29 872	32 243
Dette à long terme (note 12)	13	2 026 592	1 628 080
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	2 298 893	1 746 097
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(968 350)	(531 308)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	8 254 295	7 777 395
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	51 710	70 079
Stocks de fournitures	20		
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	18 236	18 236
	23	8 324 241	7 865 710
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	7 355 891	7 334 402
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	7 355 891	7 334 402
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	7 355 891	7 334 402

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)
Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations	
		2024	2023
Excédent (déficit) lié aux activités	1	21 489	(128 132)
Variation des immobilisations corporelles			
Acquisition	2 (	799 964)	(173 145)
Produit de cession	3		
Amortissement	4	318 395	307 297
(Gain) perte sur cession	5	4 669	
Réduction de valeur / Reclassement	6		
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7		
	8	(476 900)	134 152
Variation des propriétés destinées à la revente	9	18 369	3 765
Variation des stocks de fournitures	10		
Variation des actifs incorporels achetés	11		
Variation des autres actifs non financiers	12		
	13	18 369	3 765
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14		
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15		
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(437 042)	9 785
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	17	(531 308)	(541 093)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18		
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19		
Solde redressé	20	(531 308)	(541 093)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21	(968 350)	(531 308)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

L'état consolidé des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	21 489	(128 132)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	318 395	307 297
Autres			
▪ Perte sur cession	3.1	4 669	
	4	344 553	179 165
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	64 767	562 626
Autres actifs financiers	6		178
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	114 399	(73 365)
Revenus reportés	8	(2 371)	21 858
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10	18 369	3 765
Stocks de fournitures	11		
Autres actifs non financiers	12		
	13	539 717	694 227
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14 (	799 964)(	173 145)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15		
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16 ())
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(799 964)	(173 145)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19 ())
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21 ())
Cession	22		
	23		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	577 600	2 010
Remboursement de la dette à long terme	25 (	179 568)(	179 776)
Variation nette des emprunts temporaires	26	42 256	(188 163)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	480	2 419
Autres			
▪	28.1		
	29	440 768	(363 510)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	180 521	157 572
Solde déjà établi	31	172 829	15 257
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	172 829	15 257
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	353 350	172 829

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité de Saint-Jules (ci-après la "municipalité") est un organisme municipal constitué et régi en vertu du Code municipal de la province de Québec. Elle est dirigée par un conseil.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé présentée aux pages S23.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Le périmètre comptable de la municipalité doit englober les composantes de la municipalité et les organismes qui sont sous le contrôle de la municipalité.

Un partenariat est un accord contractuel conclu entre la municipalité et une ou des parties non comprises dans le périmètre comptable de la municipalité, et qui, sans constituer en soi un organisme public, possède toutes les caractéristiques suivantes :

- a) les partenaires collaborent à l'atteinte d'objectifs communs importants et clairement définis;
- b) les partenaires font un investissement financier dans le partenariat;
- c) les partenaires se partagent, de façon continue, le contrôle des décisions relatives aux politiques financières et aux politiques d'exploitation du partenariat;
- d) les partenaires se partagent, sur une base équitable, les risques et les avantages significatifs rattachés aux activités du partenariat.

a) Périmètre comptable

La municipalité ne contrôle aucun organisme.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

b) Partenariats

Les états financiers consolidés incluent les états financiers de la municipalité, la participation de 10,02 % de la municipalité dans un partenariat avec la Régie intermunicipale du parc industriel de Beauce-Amiante et la participation de 17,93 % de la municipalité dans un partenariat avec la Régie intermunicipale du service de sécurité incendie des municipalités de Tring-Jonction, Saint-Frédéric, Saint-Jules et Saint-Séverin. Les comptes de ces partenariats, qui ne sont pas des partenariats commerciaux, sont intégrés selon la méthode de la consolidation proportionnelle. Selon cette méthode, la municipalité inscrit sa quote-part de chacun des actifs, des passifs, des revenus et des charges qui sont sous contrôle partagé, ligne par ligne, dans les postes correspondants de ses états financiers.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les partenariats.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Estimations comptables

La préparation des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public exige que la direction formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés aux titres des revenus, des charges, des actifs, des passifs, des droits et obligations contractuels et des actifs et passifs éventuels. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les estimations importantes comprennent la durée de vie des éléments d'actif aux fins du calcul de l'amortissement et l'évaluation de leur valeur recouvrable nette. Il est de l'avis de la direction qu'au moment de la préparation des états financiers consolidés, les estimations utilisées reflètent adéquatement la situation de la municipalité.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers constituent des éléments d'actifs qui peuvent être utilisés pour rembourser les dettes existantes ou pour financer des opérations futures. Ils ne sont pas destinés à la consommation dans le cours normal des activités.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

Subventions reportées du gouvernement du Québec

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les subventions reçues du gouvernement du Québec sont, dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un deuxième temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subventions est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du fonds de réfection et entretien de certaines voies publiques sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

E) Actifs non financiers

La municipalité comptabilise les immobilisations et certains actifs à titre d'actifs non financiers étant donné qu'ils peuvent normalement servir à fournir des services dans des exercices ultérieurs. Ces actifs ne fournissent pas de ressources affectables au règlement de passifs, à moins d'être vendus.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Le coût comprend les frais financiers capitalisés pendant la période de construction ou d'amélioration. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les durées suivantes :

Infrastructures	40 ans
Bâtiments	40 ans
Véhicules	10 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	10 ans

Les immobilisations corporelles en cours sont amorties dès leur mise en service. L'amortissement des immobilisations corporelles est inclus dans les charges à l'état des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent de fonctionnement à des fins fiscales.

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la municipalité de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur.

Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette.

F) Revenus**Revenus de taxes**

Les revenus de taxes sont constatés lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles. Les taxes afférentes aux modifications de rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Revenus de compensations tenant lieu de taxes

Les revenus de compensations tenant lieu de taxes sont constatés lorsqu'ils font l'objet d'une demande, sauf pour ceux du gouvernement du Québec et de ses entreprises où une demande n'a plus à être adressée.

Revenus de transferts

Les transferts sont constatés et comptabilisés aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle ils sont autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf dans la mesure où les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

Revenus de services rendus

Les revenus de services rendus sont constatés dans l'exercice au cours duquel ont lieu les opérations ou les faits dont ils découlent lorsqu'il y a existence d'un accord, que les services ont été fournis, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré. Lorsqu'une contrepartie est reçue avant que les services correspondants ne soient fournis, il en résulte une obligation actuelle répondant à la définition d'un passif. Ce passif correspond à des revenus qui ne sont pas encore gagnés.

Revenus d'imposition des droits

Les revenus d'imposition des droits sont constatés à la date du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Revenus d'amendes et pénalités

Les revenus d'amendes et pénalités sont constatés lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- a) La municipalité a le pouvoir de revendiquer ou de prélever une entrée de ressources économiques et l'amende ou la pénalité constitue une créance exécutoire;

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

b) L'opération sans obligation de prestation relève d'une opération ou d'un événement passé qui est à l'origine d'un actif.

Ces revenus sont constatés à leur valeur de réalisation.

Revenus de placements de portefeuille et d'intérêts

Les intérêts sur les placements de portefeuille et les autres revenus d'intérêts sont constatés selon la méthode de comptabilité d'exercice.

Autres revenus

Les autres revenus, tel que les cessions d'actifs immobilisés, sont constatés à la date de l'acte de transfert. Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

Le régime enregistré d'épargne retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S/O

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement, soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie et les débiteurs à l'exception des taxes de vente à recevoir sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les emprunts temporaires, les créditeurs et charges à payer autres que des taxes de vente à payer et des avantages sociaux à payer, les intérêts courus à payer et la dette à long terme sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale. Toutefois, lors de la comptabilisation initiale des éléments classés dans les instruments financiers évalués à la juste valeur, les coûts de transaction sont passés en charge.

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Adoption initiale – Revenus (chapitre SP 3400)

À compter du présent exercice, la municipalité a adopté les exigences du chapitre SP 3400, Revenus, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2023. Le chapitre SP 3400 traite de la comptabilisation, de l'évaluation et de la présentation des revenus courants dans le secteur public.

Cette nouvelle exigence a été appliquée de façon prospective. Ainsi, il n'y a eu aucun retraitement des états financiers de l'exercice antérieur. L'adoption de cette nouvelle recommandation n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la municipalité.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 353 350	172 829
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	
Autres éléments	3.1	
▪		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 353 350	172 829
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 ()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6 353 350	172 829
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	

Note

La politique de la municipalité consiste à présenter dans la trésorerie et équivalents de trésorerie les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Débiteurs

		2024	2023
Taxes municipales	9	29 305	26 080
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	913 056	948 314
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	15 409	7 731
Organismes municipaux	13	3 933	57 482
Autres			
▪ Divers	14.1	15 490	2 353
	15	977 193	1 041 960
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	782 295	900 342
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	782 295	900 342
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21		
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	221 157	247 591
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	561 138	692 062
Ministère de la Culture et des Communications	25		
Autres ministères/organismes	26	130 761	8 661
	27	913 056	948 314

Note

Le montant des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêts de 1,437 à 5,2 %, viennent à échéance de 2025 à 2035 et sont encaissables par versements annuels.

6. Prêts

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
	31		
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

7. Placements de portefeuille

	2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement		
Placements à titre d'investissement	33	
Autres placements	34	
Évalués à la juste valeur		
Placements à titre d'investissement	35	
Autres placements	36	
	37	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38	
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39	

Note**8. Autres actifs financiers**

	2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40	
Autres		
▪	41.1	
	42	

Note**9. Emprunts temporaires**

La municipalité dispose d'un emprunt bancaire auprès de Desjardins, au taux de base, pour un montant autorisé de 175 000 \$ et renouvelable annuellement.

La Régie intermunicipale du service de sécurité incendie des municipalités de Tring-Jonction, Saint-Frédéric, Saint-Jules et Saint-Séverin dispose d'un emprunt bancaire, au taux de 10,7 %, pour un montant autorisé de 75 000 \$ et renouvelable annuellement. De plus, la Régie intermunicipale du service de sécurité incendie des municipalités de Tring-Jonction, Saint-Frédéric, Saint-Jules et Saint-Séverin dispose d'un emprunt bancaire, au taux de base, pour un montant autorisé de 5 717 048 \$ et renouvelable le 18 septembre 2029.

10. Crédoeurs et charges à payer

	2024	2023
Fournisseurs	43	93 733
Salaires et avantages sociaux	44	24 425
Dépôts et retenues de garantie	45	59 410
Provision pour contestations d'évaluation	46	
Autres		
▪ Intérêts courus	47.1	12 864
	48	190 432
		8 930
		76 033

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. Revenus reportés

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49	2 672	5 043
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51		
Accès entreprise Québec	52		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres			
▪	54.1		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57		
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Transfert	62.1	27 200	27 200
	63	29 872	32 243

Note**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2024	2023
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,66	5,15	2025	2029	64	1 992 086	1 587 144
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres			2033	2033	69	35 722	42 632
					70	2 027 808	1 629 776
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(1 216)	(1 696)
					72	2 026 592	1 628 080

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2025	73	175 234		6 306	181 540
2026	74	891 165		8 015	899 180
2027	75	137 745		2 113	139 858
2028	76	44 142		2 568	46 710
2029	77	743 800		2 469	746 269
2030 et plus	78			14 251	14 251
	79	1 992 086		35 722	2 027 808
Intérêts et frais accessoires	80	()	()	()	
	81	1 992 086		35 722	2 027 808

Note

Les versements estimatifs de la dette à long terme incluent le montant des refinancements dans l'année où ils doivent survenir. Les renouvellements prévus sont respectivement de 717 500 \$ en 2026 et 702 100 \$ en 2029.

13. Avantages sociaux futurs

	2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	
Autres régimes (REER et autres)	88	1 000
Régimes de retraite des élus municipaux	89	
	90	1 000

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

14. Autres passifs

	2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	
Autres		
▪	93.1	
	94	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	
Passifs engagés	96	
Passifs réglés	97 ()(
Charge de désactualisation ¹	98	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	628 466			628 466
Eaux usées	102	2 304 622		559	2 304 063
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	6 212 310		6 839	6 205 471
Autres					
▪ Autres	104.1	461 860	77 095	140	538 815
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	2 109 304	587 847	(56 638)	2 753 789
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108	113 480			113 480
Ameublement et équipement de bureau	109	89 722		891	88 831
Machinerie, outillage et équipement divers	110	46 561	14 009		60 570
Terrains	111	80 062	3 000		83 062
Autres	112	24 296			24 296
	113	12 070 683	681 951	(48 209)	12 800 843
Immobilisations en cours	114	72 644	118 013	56 638	134 019
	115	12 143 327	799 964	8 429	12 934 862
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	237 836	15 712		253 548
Eaux usées	117	230 346	29 429	354	259 421
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	2 683 015	183 495	2 376	2 864 134
Autres					
▪ Autres	119.1	250 883	12 520	138	263 265
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	799 466	60 788		860 254
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	39 865	5 819		45 684
Ameublement et équipement de bureau	124	87 584	6 105	6 112	87 577
Machinerie, outillage et équipement divers	125	36 937	4 527	(5 220)	46 684
Autres	126				
	127	4 365 932	318 395	3 760	4 680 567
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	7 777 395			8 254 295
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	()	()	()	()
Valeur comptable nette	131				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

16. Propriétés destinées à la revente

		2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132	51 710	70 079
Immeubles industriels municipaux	133		
Autres	134		
	135	51 710	70 079
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	51 710	70 079

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	138.1				
	139				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	140.1				
	141				
VALEUR COMPTABLE NETTE	142				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2024	2023
Frais payés d'avance			
▪ Assurances	143.1	18 236	18 236
Autres			
▪	144.1		
	145	18 236	18 236

Note**19. Obligations contractuelles**

En vertu de divers contrats pour l'enlèvement de la neige, la municipalité s'est engagée à verser un montant de 698 259 \$. Les paiements minimums exigibles pour les cinq prochains exercices s'élevaient à 162 541 \$ en 2025, à 155 970 \$ en 2026, à 135 136 \$ en 2027, à 135 696 \$ en 2028 et à 108 916 \$ en 2029.

20. Droits contractuels

La municipalité reçoit annuellement de divers ministères des subventions pour rembourser le capital et les intérêts sur emprunts à long terme contractés pour le financement de projets d'immobilisations et d'infrastructures terminés. Les subventions pour le remboursement des intérêts totalisent 80 057 \$ sur une période de 11 ans. L'échéancier de ces subventions pour les cinq prochains exercices est de 18 230 \$ en 2025, 15 115 \$ en 2026,

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

18 014 \$ en 2027, 8 816 \$ en 2028 et 7 076 \$ en 2029.

21. Passifs éventuels

S/O

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

S/O

B) Auto-assurance

S/O

C) Poursuites

S/O

D) Autres

S/O

22. Actifs éventuels

S/O

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S/O

24. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

25. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé combine le budget non consolidé adopté par la municipalité et le budget adopté par les partenariats et tient compte de l'élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget adopté par la municipalité municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

26. Instruments financiers

La municipalité ne possède aucun instrument financier classé dans la catégorie des instruments financiers évalués à la juste valeur.

Gestion des risques liés aux instruments financiers

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Dans le cours normal de ses activités, la municipalité est exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la municipalité sont liés à la trésorerie et équivalents de trésorerie et aux débiteurs (à l'exception des taxes de vente, des taxes et tenant lieux de taxes, des mutations et des amendes et pénalités).

L'exposition maximale de la municipalité au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs des gouvernements du Québec, du Canada et leurs entreprises autres que les taxes à la consommation, est faible, puisque ces postes sont constitués de contributions à recevoir confirmées par les gouvernements et leurs entreprises qui jouissent d'une excellente réputation sur les marchés financiers. Au cours de l'exercice, l'entité a modifié son exposition au risque de crédit par rapport à l'exercice précédent du fait de l'augmentation des débiteurs des organismes municipaux. Au 31 décembre, les sommes à recevoir d'entités gouvernementales, autre que les taxes de vente, représentaient 95 % pour le présent exercice et 92 % pour l'exercice antérieur du montant total recouvrable.

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit, puisque la municipalité évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La municipalité ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, la municipalité croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Elle établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Elle enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la municipalité éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. La municipalité gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La municipalité établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit :

31 décembre 2024	Moins d'un an	Plus d'un an	Total
Emprunts bancaires	51 997 \$		51 997 \$
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instruments financiers	173 422 \$		173 422 \$
Dettes à long terme	193 392 \$	1 834 416 \$	2 027 808 \$
Total	418 811 \$	1 834 416 \$	2 253 227 \$

31 décembre 2023	Moins d'un an	Plus d'un an	Total
Emprunts bancaires	9 741 \$		9 741 \$
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instruments financiers	64 512 \$		64 512 \$
Dettes à long terme	194 987 \$	1 434 789 \$	1 629 776 \$
Total	269 240 \$	1 434 789 \$	1 704 029 \$

Le risque de liquidité associé à la dette à long terme est faible considérant qu'une portion de la dette long terme est assumée par les gouvernements du Québec, du Canada et leurs entreprises. Au 31 décembre 2024, les subventions à recevoir affectées au remboursement de la dette à long terme en provenance des entités gouvernementales sont 782 295 \$ (900 342 \$ en 2023). Au cours de l'exercice, l'entité a modifié son exposition au risque de liquidité par rapport à l'exercice précédent du fait de l'augmentation des emprunts bancaires.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de taux d'intérêt. La municipalité est exposée à ce risque.

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de la municipalité est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixe, la volatilité des taux d'intérêts se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme la municipalité prévoit rembourser ses emprunts selon l'échéance prévue, elle est peu exposée à ce risque.

La municipalité est exposée au risque associé aux variations des taux d'intérêts de ses emprunts à taux variable qui assujettissent la municipalité à des fluctuations des flux de trésorerie connexes. Ce risque est réduit puisque ces emprunts se renouvellent automatiquement à la fin du mois ou sont généralement temporaires et de courte durée.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La valeur comptable des instruments financiers portant intérêt se détaille comme suit :

31 décembre 2024	Taux d'intérêts fixe	Taux d'intérêts variable	Total
Actifs financiers :			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	300 000 \$		300 000 \$
Passifs financiers :			
Emprunts bancaires		51 997 \$	51 997 \$
Dettes à long terme	2 027 808 \$		2 027 808 \$

31 décembre 2023	Taux d'intérêts fixe	Taux d'intérêts variable	Total
Actifs financiers :			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	127 863 \$		127 863 \$
Passifs financiers :			
Emprunts bancaires	9 741 \$		9 741 \$
Dettes à long terme	1 629 776 \$		1 629 776 \$

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024			Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	828 579	862 265	880 797			880 797
Compensations tenant lieu de taxes	2	875	910	914			914
Quotes-parts	3					38 664	
Transferts	4	159 298	176 795	197 990		403	198 393
Services rendus	5	70 712	76 850	73 008		12 611	85 619
Imposition de droits	6	2 862	2 500	11 930			11 930
Amendes et pénalités	7	2 668	500	1 086			1 086
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	5 505	3 000	5 382		370	5 752
Autres revenus	10	5 806	28 000	115 232		(2 736)	112 496
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	1 076 305	1 150 820	1 286 339		49 312	1 296 987
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	50 000		88 317			88 317
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	50 000		88 317			88 317
	22	1 126 305	1 150 820	1 374 656		49 312	1 385 304
Charges							
Administration générale	23	293 868	307 835	347 279	62 179	29 331	438 789
Sécurité publique	24	101 126	113 719	114 729		44 610	120 675
Transport	25	344 708	339 047	325 285	187 758		513 043
Hygiène du milieu	26	137 961	138 509	145 954	46 674	13	192 641
Santé et bien-être	27	2 482	285				
Aménagement, urbanisme et développement	28	16 240	20 694	47 075		774	47 849
Loisirs et culture	29	20 809	20 698	(2 391)	12 782		10 391
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	48 330	44 694	38 931		1 496	40 427
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	298 294		309 393	(309 393)		
	34	1 263 818	985 481	1 326 255		76 224	1 363 815
Excédent (déficit) lié aux activités	35	(137 513)	165 339	48 401		(26 912)	21 489

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) lié aux activités	1	(137 513)	165 339	48 401	(26 912)	21 489
Moins : revenus d'investissement	2	(50 000)	()	(88 317)	()	(88 317)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(187 513)	165 339	(39 916)	(26 912)	(66 828)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	298 294		309 393	9 002	318 395
Produit de cession	5					
(Gain) perte sur cession	6				4 669	4 669
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	298 294		309 393	13 671	323 064
Propriétés destinées à la vente						
Coût des propriétés vendues	9			18 369		18 369
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11			18 369		18 369
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(56 460)	(58 114)	(58 114)	(3 407)	(61 521)
	18	(56 460)	(58 114)	(58 114)	(3 407)	(61 521)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(84 484)	(95 000)	(112 489)	(5 379)	(117 868)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	6 500				
Excédent de fonctionnement affecté	21			2 953	2 689	5 642
Réserves financières et fonds réservés	22		(12 225)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23					
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(77 984)	(107 225)	(109 536)	(2 690)	(112 226)
	26	163 850	(165 339)	160 112	7 574	167 686
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	(23 663)		120 196	(19 338)	100 858

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Réalizations 2023		Réalizations 2024	
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	50 000	88 317	88 317
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Acquisition d'immobilisations corporelles				
Administration générale	2 (	49 246)(	585 853)(	585 853)
Sécurité publique	3 (	)	46 804)(	46 804)
Transport	4 (	110 484)(	88 060)(	88 060)
Hygiène du milieu	5 (	)	2 152)(	2 152)
Santé et bien-être	6 ()))
Aménagement, urbanisme et développement	7 ()))
Loisirs et culture	8 (	)	77 095)(	77 095)
Réseau d'électricité	9 ()))
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ()))
	11 (	159 730)(	753 160)(	799 964)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	12 ()))
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Émission ou acquisition	13 ()))
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	14		577 600	577 600
Affectations				
Activités de fonctionnement	15	84 484	112 489	5 379
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	16			
Excédent de fonctionnement affecté	17			3 586
Réserves financières et fonds réservés	18			
	19	84 484	112 489	8 965
	20	(75 246)	(63 071)	(37 839)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(25 246)	25 246	(37 839)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023		2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	148 960	349 804	3 546	353 350
Débiteurs (note 5)	2	1 035 966	967 160	10 033	977 193
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4				
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6				
Autres actifs financiers (note 8)	7				
	8	1 184 926	1 316 964	13 579	1 330 543
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10			51 997	51 997
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	72 253	181 806	8 626	190 432
Revenus reportés (note 11)	12	32 243	29 872		29 872
Dettes à long terme (note 12)	13	1 609 545	2 011 396	15 196	2 026 592
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14				
Autres passifs (note 14)	15				
	16	1 714 041	2 223 074	75 819	2 298 893
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(529 115)	(906 110)	(62 240)	(968 350)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	7 654 002	8 097 768	156 527	8 254 295
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	70 079	51 710		51 710
Stocks de fournitures	20				
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	18 236	18 236		18 236
	23	7 742 317	8 167 714	156 527	8 324 241
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	67 385	96 860	2 658	99 518
Excédent de fonctionnement affecté	25	150 475	236 620	894	237 514
Réserves financières et fonds réservés	26	3 250	4 875		4 875
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	()	()	()	()
Financement des investissements en cours	28	(25 246)		(51 017)	(51 017)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	7 017 338	6 923 249	141 752	7 065 001
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	7 213 202	7 261 604	94 287	7 355 891
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	157 615	149 246	163 839	162 794
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	23 414	22 288	25 189	24 966
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	630 303	638 278	665 466	616 514
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	37 294	37 531	39 027	42 901
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11				
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	7 400	1 400	1 400	6 476
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	129 455	129 455	129 455	125 902
Transferts	15				
Autres	16				
Autres					
Transferts	17				
Autres	18		38 664	21 044	
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19		309 393	318 395	307 297
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪	21.1				
	22	985 481	1 326 255	1 363 815	1 286 850

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	99 518	90 029
Excédent de fonctionnement affecté	2	237 514	157 641
Réserves financières et fonds réservés	3	4 875	3 250
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 ())
Financement des investissements en cours	5	(51 017)	(38 423)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	7 065 001	7 121 905
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	7 355 891	7 334 402
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	96 860	67 385
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	2 658	22 644
	11	99 518	90 029
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Incendie	12.1	38 083	36 615
▪ Loisirs	12.2	93 746	70 000
▪ Service de l'eau	12.3	50 460	39 860
▪ Administration	12.4	1 047	4 000
▪ Vente de terrains	12.5	53 284	
	13	236 620	150 475
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ Régies	14.1	894	7 166
	15	894	7 166
	16	237 514	157 641

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪	17.1	
	18	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	19.1	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	21	
Organismes contrôlés et partenariats	22	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	23	
Organismes contrôlés et partenariats	24	
Montant non réservé		
Administration municipale	25	
Organismes contrôlés et partenariats	26	
Fonds local d'investissement	27	
Fonds local de solidarité	28	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	4 875
Autres		3 250
▪	30.1	
	31	4 875
	32	4 875
	4 875	3 250
	4 875	3 250

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35	()
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36	()
Autres	37	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38	()
	39	()
Assainissement des sites contaminés	40	()
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42	()
Autres		
▪	43.1	()
	44	()
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	45	()
Utilisation du fonds de roulement	46	()
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	47	()
Utilisation du fonds de roulement	48	()
Autres		
▪	49.1	()
	50	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	51	()
Mesure relative à la COVID-19	52	()
Frais d'émission de la dette à long terme	53	()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54	()
Autres		
▪	55.1	()
	56	()
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	57	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60	
Autres		
▪	61.1	
	62	
	63	()

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	64	
Investissements à financer	65 (51 017)(	38 423)
	66 (51 017)	(38 423)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67 8 254 295	7 777 395
Propriétés destinées à la revente	68 51 710	70 079
Prêts	69	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71	
	72 8 306 005	7 847 474
Ajustements aux éléments d'actif	73	
	74 8 306 005	7 847 474
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	75 (2 026 592)(	1 628 080)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 (1 216)(	1 696)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77 782 321	900 368
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79	
	80 (1 245 487)(	729 408)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 (4 483)(	(3 839))
	82 (1 241 004)(	725 569)
	83 7 065 001	7 121 905

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	()(
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	()(
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	()(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	()(
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29.1		
▪	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31		
Rendement espéré des actifs	32	()(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33		
Charge de l'exercice	34		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 ()(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	
DMERCA du nouveau volet	45	
DMERCA de l'ancien volet	46	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%
Autres hypothèses économiques		
▪	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres	81.1	
	82	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	()
Rendement espéré des actifs	85	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86	
Charge de l'exercice	86	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	
Prestations versées au cours de l'exercice	91	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	
Autres hypothèses économiques	103.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104		
Description des régimes et autres renseignements			
		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111	1	
Description des régimes et autres renseignements			
La municipalité a consenti aux employés à temps plein un REER individuel. La contribution de l'employeur est limitée à 500 \$ par employé.			
		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114	1 000	1 000
Autres régimes	115		
	116	1 000	1 000

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117		
Description du régime			
		2024	2023
Cotisations des élus au RREM			
	118		
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121		

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023	
TAXES					
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	653 532	669 292	669 292	622 164
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3	61 672	62 903	62 903	60 034
Activités d'investissement	4				
Réserve financière pour le service de l'eau	5				
Réserve financière pour le service de la voirie	6				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	7				
Activités de fonctionnement	8				
Activités d'investissement	9				
Autres	10				
	11	715 204	732 195	732 195	682 198
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	12	12 367	12 278	12 278	11 502
Égout	13	15 355	15 232	15 232	14 418
Traitement des eaux usées	14	28 463	27 888	27 888	31 972
Matières résiduelles	15	74 189	73 429	73 429	68 773
Autres	16.1				
Centres d'urgence 9-1-1	17		3 103	3 103	2 680
Service de la dette	18	16 687	16 672	16 672	17 036
Pouvoir général de taxation	19				
Activités de fonctionnement	20				
Activités d'investissement	21				
	22	147 061	148 602	148 602	146 381
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	23				
Autres	24				
	25				
	26	147 061	148 602	148 602	146 381
	27	862 265	880 797	880 797	828 579

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28			
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31			
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35			
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36	910	914	914
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39	910	914	914
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44			
	45			
	46	910	914	914
				875

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47			
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	49			
Autres	50		403	801
Sécurité civile	51			
Autres	52			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	53	124 640	140 630	134 183
Enlèvement de la neige	54			
Autres	55			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	56			
Transport adapté	57			
Transport scolaire	58			
Autres	59			
Transport aérien	60			
Transport par eau	61			
Autres	62			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63			
Réseau de distribution de l'eau potable	64			
Traitement des eaux usées	65	8 253	8 253	8 903
Réseaux d'égout	66			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	67			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	68			
Tri et conditionnement	69			
Autres	70	5 000	7 953	7 752
Autres	71			
Cours d'eau	72			
Protection de l'environnement	73			
Autres	74			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	75			
Autres	76			
Sécurité du revenu	77			
Autres	78			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	79			
Rénovation urbaine	80			
Promotion et développement économique	81			
Autres	82			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	83			
Activités culturelles				
Bibliothèques	84			
Autres	85			
Réseau d'électricité	86			
	87	137 893	156 836	157 239
				151 639

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	88			
Sécurité publique				
Police	89			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	90			
Autres	91			
Sécurité civile	92			
Autres	93			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	94	11 339	11 339	50 000
Enlèvement de la neige	95			
Autres	96			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	97			
Transport adapté	98			
Transport scolaire	99			
Autres	100			
Transport aérien	101			
Transport par eau	102			
Autres	103			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104			
Réseau de distribution de l'eau potable	105			
Traitement des eaux usées	106			
Réseaux d'égout	107			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	108			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	109			
Tri et conditionnement	110			
Autres	111			
Autres	112			
Cours d'eau	113			
Protection de l'environnement	114			
Autres	115			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	116			
Autres	117			
Sécurité du revenu	118			
Autres	119			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	120			
Rénovation urbaine	121			
Promotion et développement économique	122			
Autres	123			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	124			
Activités culturelles				
Bibliothèques	125			
Autres	126	76 978	76 978	
Réseau d'électricité	127			
	128	88 317	88 317	50 000

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129			
Péréquation	130	11 815	14 067	14 067
Neutralité	131			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133			
Fonds de développement des territoires	134			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136	27 087	27 087	27 087
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137			
Autres	138			
	139	38 902	41 154	41 154
TOTAL DES TRANSFERTS	140	176 795	286 307	286 710
				8 460
				210 099

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143			
	144			
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	146			
Autres	147		12 422	16 168
Sécurité civile	148			
Autres	149			
	150		12 422	16 168
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151			
Enlèvement de la neige	152	70 000	47 280	62 489
Autres	153			
Transport collectif	154			
Autres	155			
	156	70 000	47 280	62 489
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157			
Réseau de distribution de l'eau potable	158			
Traitement des eaux usées	159			
Réseaux d'égout	160			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163			
Autres	164			
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	170			
Autres	171			
Autres	172			
	173			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	174		189	176
Rénovation urbaine	175			
Promotion et développement économique	176			
Autres	177			
	178		189	176
Loisirs et culture				
Activités récréatives	179			
Activités culturelles				
Bibliothèques	180			
Autres	181			
	182			
Réseau d'électricité	183			
	184	70 000	47 280	59 891
				78 833

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	185			
Évaluation	186			
Autres	187	6 850	25 728	25 728
	188	6 850	25 728	8 223
Sécurité publique				
Police	189			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	190			
Autres	191			
Sécurité civile	192			
Autres	193			
	194			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	195			
Enlèvement de la neige	196			
Autres	197			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	198			
Transport adapté	199			
Transport scolaire	200			
Autres	201			
Autres	202			
	203			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204			
Réseau de distribution de l'eau potable	205			
Traitement des eaux usées	206			
Réseaux d'égout	207			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	208			
Matières recyclables	209			
Autres	210			
Cours d'eau	211			
Protection de l'environnement	212			
Autres	213			
	214			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	215			
Autres	216			
Sécurité du revenu	217			
Autres	218			
	219			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	220			
Rénovation urbaine	221			
Promotion et développement économique	222			
Autres	223			
	224			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	225			
Activités culturelles				
Bibliothèques	226			
Autres	227			
	228			
Réseau d'électricité	229			
	230	6 850	25 728	25 728
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	76 850	73 008	85 619
				87 056

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	232	1 000	1 440	1 430
Droits de mutation immobilière	233	1 500	10 490	1 432
Droits sur les carrières et sablières	234			
Autres	235			
	236	2 500	11 930	2 862
AMENDES ET PÉNALITÉS	237	500	1 086	2 668
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	238			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	239	3 000	5 382	6 036
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240		(4 669)	
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242	25 200	81 406	17 042
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243			
Contributions des promoteurs	244			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245			
Contributions des organismes municipaux	246		27 702	27 702
Autres contributions	247			
Redevances réglementaires	248			
Autres	249	2 800	6 124	3 501
	250	28 000	115 232	20 543
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	251			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	41 272	41 262		41 262	41 262	38 621
Greffe et application de la loi	2	603	1 434		1 434	1 434	689
Gestion financière et administrative	3	165 025	165 818	62 179	227 997	257 328	217 938
Évaluation	4	16 655	16 515		16 515	16 515	16 136
Gestion du personnel	5						
Autres							
▪ Autres	6.1	84 280	122 250		122 250	122 250	84 215
	7	307 835	347 279	62 179	409 458	438 789	357 599
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	8	53 276	56 379		56 379	56 379	54 623
Sécurité incendie							
Premiers répondants	9						
Autres	10	58 203	56 734		56 734	62 680	50 915
Sécurité civile	11	520	520		520	520	504
Autres	12	1 720	1 096		1 096	1 096	1 728
	13	113 719	114 729		114 729	120 675	107 770
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	114 080	142 042	187 758	329 800	329 800	321 215
Enlèvement de la neige	15	213 047	177 278		177 278	177 278	201 503
Éclairage des rues	16	4 640	2 845		2 845	2 845	3 858
Circulation et stationnement	17	1 400	661		661	661	2 055
Transport collectif							
Transport en commun	18	5 880	2 459		2 459	2 459	3 549
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	339 047	325 285	187 758	513 043	513 043	532 180

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	400	415		415	377
Réseau de distribution de l'eau potable	24	16 090	18 894	15 712	34 606	31 264
Traitement des eaux usées	25	15 400	15 738	30 962	46 700	44 987
Réseaux d'égout	26	31 212	29 664		29 677	37 991
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	32 772	33 072		33 072	29 767
Élimination	28	42 635	43 630		43 630	39 933
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29					
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs						
Autres	34					
Plan de gestion						
Autres	36					
Cours d'eau	37		4 541		4 541	4 541
Protection de l'environnement	38					
Autres	39					
	40	138 509	145 954	46 674	192 628	184 319
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Habitation						
Logement social	41					
Autres	42					
Sécurité du revenu						
Autres	44	285				2 482
	45	285				2 482

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	46	18 344	25 591		25 591	25 591	14 990
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	47	350	365		365	365	
Autres biens	48						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	49						
Tourisme	50						
Autres	51	2 000	2 750		2 750	2 750	1 250
Autres	52		18 369		18 369	19 143	4 256
	53	20 694	47 075		47 075	47 849	20 496
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	54	15 664	(7 343)		(7 343)	(7 343)	15 000
Patinoires intérieures et extérieures	55			275	275	275	275
Piscines, plages et ports de plaisance	56						
Parcs et terrains de jeux	57			12 507	12 507	12 507	11 543
Parcs régionaux	58	729	729		729	729	594
Expositions et foires	59						
Autres	60						
	61	16 393	(6 614)	12 782	6 168	6 168	27 412
Activités culturelles							
Centres communautaires	62						
Bibliothèques	63	2 805	2 873		2 873	2 873	2 715
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	64						
Autres ressources du patrimoine	65						
Autres	66	1 500	1 350		1 350	1 350	2 500
	67	4 305	4 223		4 223	4 223	5 215
	68	20 698	(2 391)	12 782	10 391	10 391	32 627

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	70	37 294	37 119		37 119	38 615	42 357
Autres frais	71		412		412	412	544
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	72						
Autres	73	7 400	1 400		1 400	1 400	6 476
	74	44 694	38 931		38 931	40 427	49 377
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76		309 393 (	309 393)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1			13 154
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	2 153	2 153	13 154
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	69 057	69 057	59 668
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			4 043
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	77 095	77 095	
Autres infrastructures	11			
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	587 847	634 651	82 888
Édifices communautaires et récréatifs	14			
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17			
Ameublement et équipement de bureau	18			
Machinerie, outillage et équipement divers	19	14 008	14 008	238
Terrains	20	3 000	3 000	
Autres	21			
	22	753 160	799 964	173 145

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023	
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1			13 154
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	2 153	2 153	13 154
Autres infrastructures	5	146 152	146 152	63 711
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6			
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9			
Autres infrastructures	10			
Autres immobilisations corporelles	11	604 855	651 659	83 126
	12	753 160	799 964	173 145

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	55 365		13 277	42 088
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	674 043	577 600	48 244	1 203 399
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	729 408	577 600	61 521	1 245 487
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	900 342		118 047	782 295
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	900 342		118 047	782 295
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14	26			26
	15	900 368		118 047	782 321
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	900 368		118 047	782 321
	19	1 629 776	577 600	179 568	2 027 808
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	1 629 776	577 600	179 568	2 027 808

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

*Non audité***Administration municipale**

Dette à long terme	1	2 012 389
--------------------	---	-----------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	782 295
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres		
▪	11.1	

Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	1 230 094
---	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats

	13	76 321
--	----	--------

Endettement net à long terme	14	1 306 415
------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	15	
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	

Endettement total net à long terme	18	1 306 415
------------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
---	----	--

Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
---	----	--

	21	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	1 306 415
--	----	-----------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	
--	----	--

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Administration générale				
Greffes et application de la loi	1			
Évaluation	2	16 515	16 515	16 136
Autres	3	13 640	13 640	13 815
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	1 258	1 258	1 686
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	2 459	2 459	3 549
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	28 463	28 463	32 511
Matières résiduelles	12	49 088	49 088	42 621
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Habitation	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	17 303	17 303	14 990
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	729	729	594
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25	129 455	129 455	125 902

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024*Non audité*

		2024	2023
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	748 267	159 730
Frais de financement	4	4 893	
Autres	5		
	6	753 160	159 730

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1						
Professionnels	2						
Cols blancs	3	2,00	28,00	2 974,00	*****	*****	*****
Cols bleus	4	0,73	15,00	570,00	*****	*****	*****
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	2,73		3 544,00	*****	*****	*****
Élus	9	7,00			28 296	1 490	29 786
	10	9,73			*****	*****	*****

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3					
Traitement des eaux usées	4	8 253				8 253
Réseaux d'égout	5					
Autres	6	189 737	11 339	76 978		278 054
	7	197 990	11 339	76 978		286 307

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	1 400	6 350
	4	1 400	6 350
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7	195	579
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10	195	579
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	16 099	18 810
Enlèvement de la neige	12		
Autres	13		
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16	16 099	18 810
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17		
Réseau de distribution de l'eau potable	18		
Traitement des eaux usées	19	8 760	9 421
Réseaux d'égout	20		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27	8 760	9 421
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33	8 265	8 637
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35		
Autres	36		
	37	8 265	8 637
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	4 212	4 533
Activités culturelles			
Bibliothèques	39		
Autres	40		
	41	4 212	4 533
Réseau d'électricité			
	42		
	43	38 931	48 330

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Sylvain Cloutier	1.1 Maire	6 288	3 144	4 975	2 487
François Grondin	1.2 Conseiller	2 096	1 048		
Marcel Paré	1.3 Conseiller	2 096	1 048		
Patrice Gagné	1.4 Conseiller	2 096	1 048		
Linda Vachon	1.5 Conseiller	2 096	1 048		
Katy Vachon	1.6 Conseiller	2 096	1 048		
Gino Vachon	1.7 Conseiller	2 096	1 048		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		OUI	NON	
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1			_____ \$
Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement				
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024	3			_____ \$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	4	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :				
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	5			_____ \$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	6			_____ \$
Ligne 3 : Autres revenus	7			_____ \$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	8			_____ \$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	9			_____ \$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	10			_____ \$
Ligne 9 : Autres charges	11			_____ \$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	12			_____ \$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	13			_____ \$
Ligne 14 : Débiteurs	14			_____ \$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15			_____ \$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	16			_____ \$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	17			_____ \$
Ligne 20 : Revenus reportés	18			_____ \$
Ligne 21 : Dette à long terme	19			_____ \$
Ligne 24 : Libres	20			_____ \$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	21			_____ \$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	22			_____ \$
Montant des pardons de prêts constatés				
Solde cumulatif au début de l'exercice	23			_____ \$
Constatés au cours de l'exercice	24			_____ \$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	25			_____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26		\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27		\$
Ligne 3 : Autres revenus	28		\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29		\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30		\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31		\$
Ligne 9 : Autres charges	32		\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33		\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34		\$
Ligne 14 : Débiteurs	35		\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36		\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37		\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38		\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39		\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40		\$
Ligne 24 : Libres	41		\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42		\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43		\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.
- 44
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024
- 45 _____ \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.
- 46
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024
- 47 _____ \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).
- 48
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024
- 49 _____ \$
- Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).
- 50
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024
- 51 _____ \$
- Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

52

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

53 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

54

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

55

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

56

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

57 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

58

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

59 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

60

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

61 _____ \$

- b) autres formes d'aide

62 _____ \$

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?

63

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

64 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM? 65
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM? 66
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024 67 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024 68 _____ \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD 69 _____ 93 334 \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 70 _____ 102 084 \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 71 _____ 634 \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 72 _____ 12 989 \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 73 _____ 10 772 \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 74 _____ 33 097 \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 75 _____ \$
 - Systèmes de drainage 76 _____ 23 354 \$
 - Abords de routes 77 _____ 7 055 \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 78 _____ 87 901 \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 79 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été 80 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 81 _____ 189 985 \$
- d) Description des dépenses d'investissement
- Relatives à l'entretien d'hiver :
 - Relatives à l'entretien d'été :
- e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :
- f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

- | | | |
|-------------------------------------|----|------------|
| a) Numéro de la résolution | 82 | 3849-01-25 |
| b) Date d'adoption de la résolution | 83 | 2025-01-13 |

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

84

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

- | | | |
|-------------------------------------|----|------------|
| a) Numéro de la résolution | 85 | 2911-12-19 |
| b) Date d'adoption de la résolution | 86 | 2019-12-02 |

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

- | | | |
|---|----|---|
| a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) | 87 | |
| b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) | 88 | 1 |

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

- | | | |
|--|----|---|
| c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) | 89 | 1 |
| d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) | 90 | 1 |
| e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) | 91 | 1 |
| f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) | 92 | |
| g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) | 93 | |

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

- | | | |
|--|----|-----|
| h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16) | 94 | 107 |
| i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) | 95 | 85 |
| j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) | 96 | 1 |

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Règlement

- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

97

X

La question 16 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5

5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2025-04-07

Nom du signataire : GINA LESSARD

Fonction du signataire : DIRECTRICE GÉNÉRALE GREFFIÈRE-TRÉSORIERE

Date de transmission au Ministère : 2025-04-08

Date et heure de la dernière modification : 2025-04-08 09:21

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus						
Fonctionnement	1	1 076 305	1 150 820	1 286 339	49 312	1 296 987
Investissement	2	50 000		88 317		88 317
	3	1 126 305	1 150 820	1 374 656	49 312	1 385 304
Charges	4	1 263 818	985 481	1 326 255	76 224	1 363 815
Excédent (déficit) lié aux activités	5	(137 513)	165 339	48 401	(26 912)	21 489
Moins : revenus d'investissement	6	(50 000)	()	(88 317)	()	(88 317)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(187 513)	165 339	(39 916)	(26 912)	(66 828)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	298 294		309 393	9 002	318 395
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9					
Remboursement de la dette à long terme	10	(56 460)	(58 114)	(58 114)	(3 407)	(61 521)
Affectations						
Activités d'investissement	11	(84 484)	(95 000)	(112 489)	(5 379)	(117 868)
Excédent (déficit) accumulé	12	6 500	(12 225)	2 953	2 689	5 642
Autres éléments de conciliation	13			18 369	4 669	23 038
	14	163 850	(165 339)	160 112	7 574	167 686
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	(23 663)		120 196	(19 338)	100 858

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023	2024	2023
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	148 960	349 804	353 350
Débiteurs	2	1 035 966	967 160	1 041 960
Prêts	3			
Placements de portefeuille	4			
Autres	5			
	6	1 184 926	1 316 964	1 330 543
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7			
Emprunts temporaires	8			51 997
Créditeurs et charges à payer	9	72 253	181 806	190 432
Revenus reportés	10	32 243	29 872	29 872
Dette à long terme	11	1 609 545	2 011 396	2 026 592
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12			
Autres	13			
	14	1 714 041	2 223 074	2 298 893
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(529 115)	(906 110)	(968 350)
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	16	7 654 002	8 097 768	8 254 295
Autres	17	88 315	69 946	69 946
	18	7 742 317	8 167 714	8 324 241
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	19	67 385	96 860	99 518
Excédent de fonctionnement affecté	20	150 475	236 620	237 514
Réserves financières et fonds réservés	21	3 250	4 875	4 875
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	22	()	()	()
Financement des investissements en cours	23	(25 246)		(51 017)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24	7 017 338	6 923 249	7 065 001
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	25			
	26	7 213 202	7 261 604	7 355 891
				7 334 402

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2024**

		2024	2023
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Incendie	1.1	38 083	36 615
▪ Loisirs	1.2	93 746	70 000
▪ Service de l'eau	1.3	50 460	39 860
▪ Administration	1.4	1 047	4 000
▪ Vente de terrains	1.5	53 284	
	2	236 620	150 475
Organismes contrôlés et partenariats ¹	3	894	7 166
	4	237 514	157 641
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	5.1		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	6		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	7		
Organismes contrôlés et partenariats	8		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Administration municipale	9		
Organismes contrôlés et partenariats	10		
Fonds local d'investissement	11		
Fonds local de solidarité	12		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	13	4 875	3 250
Autres			
▪	14.1		
	15	4 875	3 250
	16	242 389	160 891

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	1 230 094
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	1 306 415

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Total consolidé	Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	1 203 399	674 043
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	42 088	55 365
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	782 295	900 342
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9	26	26
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	2 027 808	1 629 776

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations 2023	Budget 2024	Réalizations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	828 579	862 265	880 797	880 797
Compensations tenant lieu de taxes	13	875	910	914	914
Quotes-parts	14				
Transferts	15	159 298	176 795	197 990	198 393
Services rendus	16	70 712	76 850	73 008	85 619
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	5 530	3 000	13 016	13 016
Autres	18	11 311	31 000	120 614	118 248
	19	1 076 305	1 150 820	1 286 339	1 296 987
Investissement					
Taxes	20				
Quotes-parts	21				
Transferts	22	50 000		88 317	88 317
Autres	23				
	24	50 000		88 317	88 317
	25	1 126 305	1 150 820	1 374 656	1 385 304

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
Administration générale	1	307 835	347 279	62 179	409 458	438 789	357 599
Sécurité publique							
Police	2	53 276	56 379		56 379	56 379	54 623
Sécurité incendie	3	58 203	56 734		56 734	62 680	50 915
Autres	4	2 240	1 616		1 616	1 616	2 232
Transport							
Réseau routier	5	333 167	322 826	187 758	510 584	510 584	528 631
Transport collectif	6	5 880	2 459		2 459	2 459	3 549
Autres	7						
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	63 102	64 711	46 674	111 385	111 398	114 619
Matières résiduelles	9	75 407	76 702		76 702	76 702	69 700
Autres	10		4 541		4 541	4 541	
Santé et bien-être	11	285					2 482
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	18 344	25 591		25 591	25 591	14 990
Promotion et développement économique	13	2 000	2 750		2 750	2 750	1 250
Autres	14	350	18 734		18 734	19 508	4 256
Loisirs et culture	15	20 698	(2 391)	12 782	10 391	10 391	32 627
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	44 694	38 931		38 931	40 427	49 377
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	985 481	1 016 862	309 393	1 326 255	1 363 815	1 286 850
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20		309 393 (	309 393)			
	21	985 481	1 326 255		1 326 255	1 363 815	1 286 850

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations 2023		Réalizations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	50 000	88 317		88 317
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	159 730)(	753 160)(	46 804)(	799 964)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 ())))
Financement à long terme des activités d'investissement	4		577 600		577 600
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	84 484	112 489	5 379	117 868
Excédent accumulé	6			3 586	3 586
	7	(75 246)	(63 071)	(37 839)	(100 910)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(25 246)	25 246	(37 839)	(12 593)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14

Données prévisionnelles non auditées

Exercice se terminant le 31 décembre 2025

Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	6
Questionnaire	8

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2025

*Non audité***TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	703 839
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	55 034
Activités d'investissement	4	
Réserve financière pour le service de l'eau	5	
Réserve financière pour le service de la voirie	6	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	7	
Activités de fonctionnement	8	8 300
Activités d'investissement	9	
Autres	10	
	11	767 173

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	12	12 948
Égout	13	16 102
Traitement des eaux usées	14	27 949
Matières résiduelles	15	73 476
Autres		
▪ Cours d'eau	16.1	4 540
Centres d'urgence 9-1-1	17	
Service de la dette	18	8 375
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	143 390
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	143 390
	27	910 563

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	1	953
Immeubles de la Société québécoise des infrastructures	2	
Compensations pour les terres publiques	3	
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	4	
Cégeps et universités	5	
Écoles primaires et secondaires	6	
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	7	
	8	953

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	9	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	10	
Taxes d'affaires	11	
	12	

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	13	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	14	
	15	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	16	
Autres	17	
	18	
	19	953

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité

		Assiète d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotations à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxe foncière générale (taux unique)	1	74 876 500 x	0,9400/100 \$	703 839				
Taxe foncière générale (taux variés)								
Résiduelle ou sous-catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2		x /100 \$					
Sous-catégories résidentielles	3		x /100 \$					
Immeubles non résidentiels	4		x /100 \$					
Immeubles industriels	5		x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	6		x /100 \$					
Autres	7		x /100 \$					
Immeubles forestiers	8		x /100 \$					
Immeubles agricoles	9		x /100 \$					
Total	10			703 839	()	()		703 839
Taxes spéciales								
Service de la dette (taux unique)	11		x /100 \$					
Service de la dette (taux variés)								
Résiduelle ou sous-catégorie résiduelle (résidentielles et autres)	12		x /100 \$					
Sous-catégories résidentielles	13		x /100 \$					
Immeubles non résidentiels	14		x /100 \$					
Immeubles industriels	15		x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	16		x /100 \$					
Autres	17		x /100 \$					
Immeubles forestiers	18		x /100 \$					
Immeubles agricoles	19		x /100 \$					
Total	20				()	()		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité

		Assiète d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxes spéciales								
Activités de fonctionnement (taux unique)	21	74 876 500 x	0,0735/100 \$	55 034				
Activités de fonctionnement (taux variés)								
Résiduelle ou sous-catégorie résiduelle (résidentielles et autres)	22		x /100 \$					
Sous-catégories résidentielles	23		x /100 \$					
Immeubles non résidentiels	24		x /100 \$					
Immeubles industriels	25		x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	26		x /100 \$					
Autres	27		x /100 \$					
Immeubles forestiers	28		x /100 \$					
Immeubles agricoles	29		x /100 \$					
Total	30			55 034	()	()		55 034
Taxes spéciales								
Activités d'investissement (taux unique)	31		x /100 \$					
Activités d'investissement (taux variés)								
Résiduelle ou sous-catégorie résiduelle (résidentielles et autres)	32		x /100 \$					
Sous-catégories résidentielles	33		x /100 \$					
Immeubles non résidentiels	34		x /100 \$					
Immeubles industriels	35		x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	36		x /100 \$					
Autres	37		x /100 \$					
Immeubles forestiers	38		x /100 \$					
Immeubles agricoles	39		x /100 \$					
Total	40				()	()		
		Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	41	x	%		()	()		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (montant fixe)	Par unité de logement
Eau	1 <u>156,00 \$</u>
Égout	2 <u>194,00 \$</u>
Eau et égout	3 <u>\$</u>
Traitement des eaux usées	4 <u>\$</u>
Matières résiduelles	5 <u>285,00 \$</u>

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

<u>Description</u>	<u>Taux</u>	<u>Code</u>	<u>Préciser</u>
Dette eau usée	6.1 100,9400	4 - tarif fixe (compensation)	
Réserve financière - Service eau	6.2 100,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Vidange Fosse septique - résidence	6.3 165,5400	4 - tarif fixe (compensation)	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		Immeubles non résidentiels	Autres	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière								
Générales	1							
De secteur	2							
Autres	3							
Taxes sur une autre base								
Taxes, compensations et tarification								
Service de la dette	4							
Autres	5							
Taxes d'affaires								
Sur la valeur locative	6							
Autres	7							
	8							

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité

		Immeubles forestiers	Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière						
Générales	1					
De secteur	2					
Autres	3					
Taxes sur une autre base						
Taxes, compensations et tarification						
Service de la dette	4					
Autres	5					
Taxes d'affaires						
Sur la valeur locative	6					
Autres	7					
	8					

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité	OUI	NON
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2025, les mesures fiscales suivantes?		
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM		
▪ Pour la taxe foncière générale	1 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
▪ Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	2 <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles résidentiels dans la catégorie résiduelle en vertu des articles 244.64.8.1 à 244.64.8.10 LFM	3 <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
▪ Pour chaque sous-catégorie, décrire son assiette d'application imposable et son taux adopté.		
c) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	4 <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
▪ Pour chaque sous-catégorie, décrire son assiette d'application imposable et son taux adopté.		
d) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et/ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	5 <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
▪ Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.		
e) Division du territoire en secteurs aux fins de l'imposition de la taxe foncière générale en vertu des articles 244.64.10 à 244.65.26 LFM	6 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
▪ Pour chaque secteur, décrire son assiette d'application imposable et son taux adopté.		
f) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM		
▪ Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	7 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	8 <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	9 <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
▪ Indiquer le total des valeurs imposables étalées, au dépôt du rôle de perception de 2025 :	10 _____	\$
▪ Indiquer le total des valeurs imposables sans étalement, au dépôt du rôle de perception de 2025 :	11 _____	\$
g) Octroi d'un dégrèvement ou application d'une majoration en vertu des articles 253.36 à 253.53 LFM	12 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2025

h) Imposition d'une taxe supplémentaire sur les terrains vagues non desservis dans tout périmètre d'urbanisation en vertu des articles 244.65 à 244.67 LFM	13	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total prévu en 2025	14	<hr style="border: none; border-top: 1px solid black;"/>		
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Pour chaque taxe imposée, décrire son assiette d'application et son taux adopté. 				
2. Données requises aux fins du calcul du taux global de taxation				
Taux unique ou taux sectoriel uniformisé				
Taxe foncière générale	15	<hr style="border: none; border-top: 1px solid black;"/>		
Taxes spéciales				
Service de la dette	16	<hr style="border: none; border-top: 1px solid black;"/>		
Activités de fonctionnement	17	<hr style="border: none; border-top: 1px solid black;"/>		
Activités d'investissement	18	<hr style="border: none; border-top: 1px solid black;"/>		
Taux de la catégorie/sous-catégorie résiduelle ou taux de base uniformisé				
Taxe foncière générale	19	<hr style="border: none; border-top: 1px solid black;"/>		
Taxes spéciales				
Service de la dette	20	<hr style="border: none; border-top: 1px solid black;"/>		
Activités de fonctionnement	21	<hr style="border: none; border-top: 1px solid black;"/>		
Activités d'investissement	22	<hr style="border: none; border-top: 1px solid black;"/>		
3. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2025, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	23	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
4. La municipalité impose-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2025 :				
a) une taxe d'affaires en vertu de l'article 232 LFM	24	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
b) une taxe en vertu de l'article 569.11 LCV ou 1094.11 CM	25	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
▪ Si oui, pour chaque taxe imposée, décrire sa catégorie, son assiette d'application et son taux adopté.				
5. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2025 pour des exploitations agricoles enregistrées?	26	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	27	<hr style="border: none; border-top: 1px solid black;"/>		
6. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	28	<hr style="border: none; border-top: 1px solid black;"/>		
7. Date d'adoption du budget par le conseil	29	<hr style="border: none; border-top: 1px solid black;"/>		
8. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	30	<hr style="border: none; border-top: 1px solid black;"/>		
9. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	31	<hr style="border: none; border-top: 1px solid black;"/>		
10. Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	32	<hr style="border: none; border-top: 1px solid black;"/>		
11. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	33	<hr style="border: none; border-top: 1px solid black;"/>		

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je certifie la validité des informations du présent formulaire des Données prévisionnelles non auditées transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci.

Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère des données prévisionnelles non auditées, telles que transmises, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère.

Nom du signataire : GINA LESSARD

Fonction du signataire : DIRECTRICE GÉNÉRALE GREFFIÈRE-TRÉSORIÈRE

Date de transmission au Ministère : 2025-04-08

Date et heure de la dernière modification : 2025-04-08 09:22